

# *territoires contemporains*

BULLETIN DE L'INSTITUT  
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

– UMR CNRS 5605 –

N° 7 – 2° semestre 1999

Université de Bourgogne

ISSN : 1254-1435

Directeur du bulletin : SERGE WOLIKOW

Rédaction : PHILIPPE POIRRIER ET THOMAS BOUCHET

Maquette et mise en page : ROSINE FRY ET LILLAN VINCEDEAU

© : Université de Bourgogne - INSTITUT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE  
(UMR-CNRS 5605), bur. R56 — 2, bd Gabriel — 21000 Dijon

Tél. : 03 80 39 57 58, fax : 03 80 39 57 17

## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	5
<b>ACTIVITÉ DES CENTRES</b>	
Calendrier 1999-2000	
Séminaire de recherche « <i>Organisations ouvrières et mouvements sociaux</i> » .....	11
Séminaire de recherche « <i>Les producteurs de territoires (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)</i> » .....	16
Séminaire de recherche <i>du groupe de recherche en histoire de la vigne et du vin</i> .	17
Colloque : <i>Les communismes du XX<sup>e</sup> siècle</i> .....	18
Journée d'études : « <i>La formation et l'idéal : les écoles des partis ouvriers en Europe et leur évolution au XX<sup>e</sup> siècle</i> » .....	22
Dernières parutions .....	26
<b>EN LIAISON AVEC</b>	
DEA 1999-2000 .....	31
Groupe de travail « <i>Histoire des politiques culturelles locales</i> » .....	32
Colloques .....	34
Travaux, participations diverses des chercheurs de l'IHC .....	35
Activités d'ADIAMOS .....	42
Séminaire 1998-1999 : <i>Les syndicalismes en Europe</i> .....	44
Journée d'études : « <i>L'engagement à l'échelle d'une vie. Lucien Hérard, du syndicaliste enseignant au médiateur culturel</i> » .....	46

## AVANT-PROPOS

Après la restructuration, en 1998, de l'UMR dont le parcours scientifique a été retracé dans le précédent numéro, cette année universitaire est la première où *Territoires contemporains* donne à voir la diversité des activités de recherches à travers les différents séminaires mis en place et les comptes rendus de ceux qui ont déjà eu lieu (certains donneront lieu à une publication spécifique). Cette conception de l'information scientifique, quelle que soit sa forme, nous semble inséparable de l'activité de recherche et un impératif pour les laboratoires en sciences humaines.

### ***L'information scientifique électronique : ses atouts, enjeux et problèmes***

L'activité scientifique des laboratoires d'histoire n'échappe pas plus que d'autres au développement de l'information électronique. Avec l'an 2000 l'IHC va avoir son site électronique qui devrait être un outil efficace pour mieux faire connaître son activité, mais aussi établir de nouveaux liens avec tous ceux qui sous une forme ou sous une autre désirent être informés de ses initiatives et publications <sup>1</sup>.

---

1. Adresse du site : <http://tristan.u-bourgogne.fr>



La consultation du site permettra, nous l'espérons, de suivre de manière plus régulière, avec des mises à jour fréquentes, le programme des différents séminaires, colloques ou conférences organisés par l'IHC ou auxquels il est associé. Il sera d'autre part possible d'interroger une banque de données présentant les mémoires de maîtrise d'histoire soutenus ces trente dernières années à l'université de Bourgogne. Une partie du contenu des différents numéros du *Bulletin*, des *Cahiers de Territoires contemporains* ainsi que des ouvrages publiés par notre équipe sera également consultable. Il sera possible de les commander directement. L'élargissement de la diffusion des publications et celui de l'information vont de pair. La question des revues électroniques a soulevé ces derniers mois un certain nombre de polémiques plus ou moins légitimes. Il est certain qu'un transfert de la production scientifique des laboratoires sur le réseau ne peut se faire sans précaution et sans la mise au point d'un dispositif qui prenne en compte les possibilités, mais aussi les risques, ouverts par les nouvelles technologies. La souplesse et la facilité de communication, rendues possibles, n'effacent pas la spécificité de ce que représente une publication scientifique dont les textes, les articles doivent être validés par une instance compétente, comité de lecture ou de rédaction. En revanche, il est certain que l'organisation du travail scientifique, qui suppose confrontations, collectes de réflexions et de données, peut puiser dans la communication électronique les moyens d'une efficacité nouvelle, surtout lorsque les chercheurs rattachés au laboratoire sont relativement dispersés : un espace destiné à la communication entre les chercheurs sera réservé sur le site.

### ***La mode fin de siècle entre conformisme et nouvel esprit critique...***

L'histoire contemporaine n'est ni plus ni moins que d'autres champs de l'histoire marquée par l'époque et l'air du temps. La seule différence, peut-être, est que les historiens qui s'en réclament doivent intégrer directement cette donnée dans leur travail scientifique dans la mesure où ceux notamment qui s'intéressent à ce qu'il est convenu

d'appeler le temps présent savent qu'il est borné par les incertitudes d'une actualité qui, par définition, reste ouverte. La fin de la décennie 90 a ainsi été propice aux synthèses, aux inventaires, voire aux bilans. Le calendrier offre matière à commémorer la chronologie, les historiens non seulement ne s'en plaignent pas, mais peuvent y puiser matière à réflexion et à initiatives. Ainsi l'IHC se propose d'organiser les 28 et 29 septembre 2000 un colloque international sur « Les communismes du XX<sup>e</sup> siècle ». Comme cet intitulé le suggère, l'objectif est de combiner démarche comparative et approches thématiques pour penser l'un des phénomènes politique majeur du siècle. Pour autant l'air du temps est également porteur de conformisme et d'alignement sur les manières dominantes de penser. L'exemple de la publication différée en France de l'ouvrage d'Eric Hobsbawm <sup>1</sup> sur le XX<sup>e</sup> siècle en fournit un exemple probant. Ce livre, synthétique et stimulant, œuvre d'un historien qui n'a pas abandonné ou récusé l'inspiration marxiste qui irrigue sa réflexion s'est trouvé discrédité du côté des décideurs éditoriaux. La traduction de son livre grâce à l'engagement d'un éditeur bruxellois et à la mobilisation du Monde diplomatique est un événement qui ne peut que nous réjouir. Le combat pour l'histoire est indivisible : il est avant tout positif et constructif, à ce titre il se fonde essentiellement sur des activités de recherche qui aujourd'hui ne peuvent ignorer le travail d'équipe dans le cadre des unités de recherche. Mais il suppose également une démarche qui associe au travail historien des partenaires dont l'expérience et le savoir sont irremplaçables pour comprendre l'histoire du temps présent. À ce titre nous sommes obligés d'affirmer l'originalité d'une démarche dont le caractère scientifique impose qu'elle reste toujours critique à l'égard des histoires officielles ou des mémoires institutionnelles. Enfin la vitalité de la recherche historique suppose l'existence de véritables débats que seule la diversité des hypothèses et des approches peut nourrir. Ce bulletin porte témoignage d'une préoccupation qu'il convient toujours de concrétiser.

**SERGE WOLIKOW**

**Université de Bourgogne**

**Directeur de l'IHC – UMR-CNRS 5605**

---

1. Eric J. HOBBSAWM, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Ed Complexe - Le Monde diplomatique, 1999, 810 p. (Bibliothèque complexe).

*I*

*H*

ACTIVITÉS  
DES CENTRES

*C*

**PROGRAMME DU SÉMINAIRE DE RECHERCHE**  
**« ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET MOUVEMENTS SOCIAUX »**

Direction : Jean Vigreux et Serge Wolikow

Salle de séminaire du Centre G. Chevrier (3<sup>e</sup> étage faculté de Droit)

**Première séance**

mercredi 24 novembre de 10 h. à 17 h.

**Ouverture générale du séminaire**

Serge Wolikow : Pluralité organique et approches croisées  
 dans l'histoire des mouvements sociaux

**Syndicats, syndicalistes et politique**

*Coordination et animation : Georges Ubbiali*

Syndicalisme et action politique — en quoi le syndicalisme peut-il conduire ou prolonger une pratique politique ? On a l'habitude de tout ramener, aujourd'hui encore, au problème soulevé par les relations parti/syndicat. Mais la question doit être envisagée d'une manière plus globale. Si elle se pose ainsi depuis près d'un siècle en France, c'est qu'il y a concurrence et pas seulement différence. Le syndicalisme, au moins en partie, a une ambition globale qui concerne la société toute entière dans la mesure où il s'intéresse à la place du salarié et du travailleur, non seulement dans l'entreprise, mais également dans l'ensemble des rapports sociaux. L'adhésion et l'appartenance syndicales ne sont pas complètement séparables de filiations culturelles et idéologiques. Les pratiques syndicales ne sont ni neutres ni techniques, elles s'accrochent à des conceptions de la solidarité, de l'égalité, de l'action liées à des courants d'idées. Il s'agit donc également de comparer les relations entre syndicats et politique à l'intérieur d'espaces politiques différents (local, national, supranational).

En conséquence une réflexion sur le rapport du syndicalisme à la politique va bien au-delà de la seule relation parti/syndicat.

**Intervenants :**

Syndicalisme et rapports avec les partis politiques en France, Georges Ubbiali

Les discussions sur l'adhésion au PC dans la *Vie Ouvrière*, Vincent Chambarlhac

Les liens CGT-PC dans le Doubs, Claude Cuenot

De la CGTU au parti : le cas de la Saône-et-Loire, Morgan Poggioli

Les relations avec l'espace politique local : parcours de militants du syndicat au parti ou du parti au syndicat ?, Stéphane Paquelin

Syndicalisme et politique en France, Georges Ubbiali  
 Les syndicats français face à la construction européenne, Tania Régin  
 L'indépendance syndicale, Joël Hedde

### **Deuxième séance**

vendredi 17 décembre 1999 de 10 h. à 17 h.

#### **L'histoire du syndicalisme PTT, sources, méthodes, la durée du travail comme objet d'histoire (salle 155 bâtiment extension lettres)**

*Coordination et animation :*

*Tania Regin en association avec l'IHS CGT PTT*

L'Institut d'histoire contemporaine (UMR CNRS 5605) de l'université de Bourgogne organise en collaboration avec l'Institut d'histoire sociale de la Fédération CGT des PTT cette journée d'études. La présence de syndicalistes est l'occasion de débattre de la délicate articulation entre histoire et mémoire, notamment à partir des modalités de constitution et de traitement des archives orales.

Un état des travaux existants et des sources disponibles pour l'écriture de l'histoire de la Fédération des PTT doit permettre de définir de nouvelles pistes de recherche et de s'interroger sur les différentes manières d'écrire l'histoire. L'histoire sociale est-elle l'histoire de parcours individuels ? Une histoire des groupes sociaux ? Mais encore, quel enseignement peut-on tirer de l'étude des structures syndicales ? Ce dernier questionnement ouvre sur une réflexion plus large concernant les relations entre structure et culture (professionnelle), entre syndicat et Etat (impact des réformes administratives sur les structures syndicales). Enfin, l'évolution de la durée du travail constitue une autre problématique intéressante qui doit faire l'objet d'un exposé historique général et d'une étude de cas centrée sur une négociation dans un service des PTT en vue de la réduction du temps de travail. Ces deux approches doivent mettre en lumière les apports spécifiques des universitaires et des syndicalistes avec leurs implications particulières dans cette histoire sociale.

#### **Intervenants :**

Ouverture : L'actualité de l'histoire syndicale, Serge Wolikow

Réflexion sur l'évolution des structures syndicales dans la Fédération des PTT (leurs relations avec les cultures professionnelles, les statuts, l'État), Serge Lottier

Bibliographie et sources archivistiques relatives à l'histoire de la fédération des PTT, Morgan Poggioli

Les archives orales, Georges Ubbiali

La durée du travail, Stéphane Sirot

La négociation sur la réduction du temps de travail dans un secteur des PTT, Pierre Lhomme

### **Troisième séance**

mercredi 19 janvier 2000 de 10 h. à 17 h.

#### **Les intellectuels dans la presse communiste**

*Coordination et animation : Alexandre Courban*

Il s'agit de dépasser la distinction entre l'intellectuel organique et l'intellectuel combattant. On peut, dans le cadre de cette séance, considérer que la presse communiste est un lieu privilégié pour observer, indépendamment des formules discursives, les modalités diverses de l'implication des intellectuels dans l'activité communiste. La presse permet notamment d'envisager le spectre des différentes formes de participation des intellectuels. Cela permet notamment de relativiser et d'historiciser les notions d'engagement ou de compagnonnage. Il s'agit donc de partir de l'observation (la place des intellectuels dans la presse communiste, intellectuels communistes ou intellectuels non-communistes) pour aller vers une approche plus différenciée des relations intellectuels-PC.

#### **Intervenants :**

*L'Humanité* sous surveillance ouvriériste (1926), Alexandre Courban

Dessin de presse : intellectuels et anti-américanisme, Christian Beuvain

La place de la psychanalyse et des psychanalystes dans la presse communiste, Thierry Desanti

La première direction littéraire de *L'Humanité* (1921-1923), Vincent Chambarlhac

Les intellectuels aux champs : la presse communiste paysanne et les intellectuels, Jean Vigreux

### **Quatrième séance**

mercredi 23 février 2000 de 10 h. à 17 h.

#### **Socialistes et communistes : le regard de l'autre**

*Coordination et animation : Thierry Hohl*

La séance est consacrée à l'identité socialiste, à la manière dont elle se construit par le jeu du discours communiste sur la pratique socialiste, mais aussi, et c'est l'essentiel, la manière dont le parti socialiste, ses dirigeants, ses organismes désignent, caractérisent et pensent la pratique comme l'organisation communiste.

Il semble intéressant de combiner deux types d'approches : celle qui s'appuie sur l'analyse des organisations et celle centrée sur les figures dirigeantes. Il faut évidemment

penser les relations réciproques même si c'est principalement la manière dont les socialistes pensent et désignent le communisme qui intéresse dans le cadre de cette séance.

### **Intervenants :**

La Gauche Socialiste et les communistes, Thierry Hohll

Les relations au temps de la guerre froide, Denis Lefebvre

Maurice Thorez et les socialistes, Stéphane Sirot

Waldeck Rochet et les socialistes, Jean Vigreux

L'IC, l'URSS et les socialistes : regards à partir de nouvelles archives, Serge Wolikow et Thierry Hohll

Les voyageurs socialistes et la patrie du socialisme (sous réserve)

### **Cinquième séance**

mercredi 22 mars 2000 de 10 h. à 17 h.

#### **Syndicalisme, entre grève revendicative et grève générale : la grève politique**

*Coordination et animation : Georges Ubbiali*

Traditionnellement la grève est analysée comme un phénomène purement social lié à une revendication particulière, voire à un mouvement d'ampleur plus large, mais c'est également un outil de mobilisation politique. Une grève peut-elle être strictement revendicative alors même qu'elle est au minimum, l'expression d'une contestation du pouvoir dans l'entreprise ? S'agit-il d'une réponse spécifique lorsque le pays réel ne correspond plus à la représentation politique (gouvernement, assemblée) ? Est-ce par ailleurs un processus révolutionnaire ? Cela conduit également à s'interroger sur le processus de politisation en se demandant si celui-ci est le même des années 30 aux années 60 (ce qui amène effectivement à la question des origines de la politisation de l'action syndicale comme réponse alternative au fonctionnement traditionnel des institutions politiques).

### **Intervenants :**

Ouverture : Georges Ubbiali

Les avatars de la « grève politique de masse » en 1929-1930, Serge Wolikow

1934 la réaction ouvrière au 6 février, Gilles Vergnon

La grève de 1938 : les enjeux politiques et sociaux, Marianne Zuzula

La grève des mineurs de 1963, Jean-Philippe Champeau

La première journée nationale d'action de 1966, Tania Régin

1995 : un mouvement social après les élections, Sophie Camard, (sous réserve)

**Sixième séance**

mercredi 3 mai 2000 de 14 h. à 18 h.

**La prison : écriture et activité politique**

*Coordination et animation : Jean Vigreux*

La production d'écrits de prison (carnets, lettres ou mémoires) caractérise pour longtemps l'histoire des prisonniers politiques. Mais quelle est dans ce domaine la spécificité des militants révolutionnaires (communistes entre autres) ? Cette forme d'écriture apporte-t-elle plus sur l'individu, le militant, le cadre ou sur les liens (voire l'abandon de lien) avec son organisation ? Quelle(s) part(s) d'intimité, de doute ou d'ébranlement, ou de consolidation des convictions peuvent être relevées ? Que disent ou ne disent pas ces écrits : de l'interprétation des silences, des révélations de secrets, voire de tabous au discours à usage interne. . .

Quelles en sont les conséquences multiples (l'utilisation par exemple des martyrs) ?

**Intervenants :**

L'héroïsme insupportable : militants et écrits de prison au cours des années 20, Frédéric Monier

Les carnets Renaud Jean, Denis Peschanski

Le PCF et la justice, Frédéric Genevée

La gauche et l'amnistie des prisonniers politiques 1870-1970 : écrits de prison et campagnes publiques, Stéphane Gacon

Vie quotidienne et vie politique en prison : en temps de paix et en temps de guerre, Serge Wolikow

Un tour de France des prisons : les députés communistes internés 1939-1943, Jean Vigreux.

**SÉMINAIRE DE RECHERCHE**  
**LES PRODUCTEURS DE TERRITOIRES**  
**(XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES)**

L'un des thèmes de recherche de l'UMR 5605 a retenu dans son intitulé la notion de territoire, utilisée dans un sens pluriel. Dans ce cadre, ce séminaire de recherche sur *Les producteurs de territoires, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* s'inscrit dans une triple préoccupation : travailler à la clarification des significations et des usages de la notion ; permettre la mise en œuvre d'une démarche pluridisciplinaire qui rassemble plusieurs sciences sociales : droit, géographie, histoire, science politique, sociologie ; favoriser le rapprochement de problématiques et de savoirs jusque-là demeurés séparés dans des champs disciplinaires différents (approches juridique, sociale ou culturelle).

Pour lancer le travail de recherche, on retiendra une première définition du territoire – que les études infirmeront ou confirmeront – comme « espace approprié » à même de susciter des sentiments d'appartenance, voire des revendications d'appropriation.

Une telle définition suppose d'analyser les différents processus qui ont pu produire des phénomènes d'identification ; entreprises de découpage et modes de gestion de l'espace ; processus et formes d'engendrement des représentations collectives ; choix des lieux et expressions symboliques, etc.

Ce séminaire a pour projet l'analyse des processus de construction de l'espace, qui sont aussi la projection des structures des groupes dans lesquels ils prennent naissance, à partir des acteurs qui les ont pris en charge.

On prendra le terme d'acteurs au sens large : acteurs individuels (comme les acteurs politiques) et acteurs collectifs (associations, aménageurs, administrateurs, etc.).

On observera les échelles de construction des territoires (articulation local/national).

On repérera les temps spécifiques dans lesquels ces opérations se développent et les réemplois possibles de la mémoire des groupes.

On prêtera attention aux logiques de construction (concurrentielles et/ou complémentaires).

On tentera de voir éventuellement les échecs.

Ce séminaire est organisé sur deux années et comportera quatre séances au total.

**- Première séance**

le vendredi 3 mars 2000 (14-18 heures)

*Les acteurs* : intervenants Catherine Bertho-Lavenir (université de Clermont-Ferrand), Benoît Caritey (université de Bourgogne), Annie Bleton-Ruget (université de Bourgogne).

**- Deuxième séance**

le vendredi 5 mai 2000 (14-18 heures)

*Le rapport local/national* : intervenants Philippe Veitl (IEP Grenoble), Philippe Poirrier (université de Bourgogne), Thomas Bouchet (université de Bourgogne).

L'une des séances organisées pendant l'année universitaire 2000-2001 portera sur les « pays ».

**ANNIE BLETON-RUGET, THOMAS BOUCHET**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

**SÉMINAIRE DU GROUPE DE RECHERCHE  
 EN HISTOIRE DE LA VIGNE ET DU VIN (GRHV)**

Salle de séminaire du Centre G. Chevrier (3<sup>e</sup> étage faculté de Droit)

- Jeudi 4 novembre 17 h. 30 : présentation précise des séminaires et projets pour l'année 1999-2000, et mise en place du plan général de la future base de donnée sur l'histoire viti-vinicole bourguignonne.
- Jeudi 2 décembre 17 h. 30 : présentation du mémoire de maîtrise de Raphaël Joly, *Le vignoble de Côte-d'Or sous l'Occupation*.
- Jeudi 20 janvier 17 h. 30 : présentation du travail de DEA d'Olivier Jacquet, *Les syndicats viticoles et vinicoles : approche d'un aspect particulier de l'histoire de la vigne et du vin (1884-1940). Le cas d'une région de vins fins : la Bourgogne*.
- Jeudi 24 février 17 h. 30 : présentation des recherches de DEA de Philippe Kundrat, *Reconnaissance et hiérarchisation des vins fins de Bourgogne, des premiers classements à l'INAO*.
- Jeudi 23 mars 17 h. 30 : présentation du travail de DEA de Jean-Marc Bourgeon, *La crise du phylloxéra en Côte-d'Or (1870-1914) : aspects économiques, politiques, sociaux, et techniques à travers l'exemple de la maison Bouchard Père et Fils*.
- Jeudi 4 mai 17 h. 30 : préparation du séminaire de fin d'année sur le thème du phylloxéra.

COLLOQUE : LES COMMUNISMES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

28-29 SEPTEMBRE 2000

Dans la dernière décennie du siècle la manière d'envisager l'histoire du communisme a été fortement affectée par deux modifications majeures : l'écroulement de l'URSS et des États associés au système communiste en Europe, la possibilité d'accéder, au moins en partie, aux archives des organisations communistes nationales et internationales. L'historiographie, clivée par les combats idéologiques et politiques, dominée par la pénurie documentaire était restée majoritairement centrée sur le factuel et l'événementiel, laissant aux sciences politiques le champ de la réflexion théorique. Aujourd'hui, le communisme apparaît comme un phénomène politique majeur de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. L'élargissement des sources documentaires, la diversification et la multiplication des recherches mettent à l'ordre du jour un effort scientifique structuré autour de questions transversales envisagées sur une durée séculaire. Ce colloque des 28 au 30 septembre 2000 s'inscrit dans cette démarche d'ouverture du champ d'investigation. Nous proposons d'aborder, au cours du colloque, de manière distincte et liée, trois questions : guerre et communisme, modernisation sociale et communisme, la conception et les usages des bases documentaires sur le communisme

*Guerre et communisme durant le XX<sup>e</sup> siècle*

Tout au long du siècle la guerre est présente comme matrice et comme horizon de l'histoire du communisme. La guerre est un creuset au sein duquel se noue la crise de la social-démocratie et se forge une critique d'où émerge le communisme, tel un idéal révolutionnaire renouvelé sur un paysage de décombres. La guerre a constitué le banc d'essai du communisme qui s'organise à partir de la révolution russe. Elle a continué de fournir les références à un mouvement qui associait durablement guerre et révolution, non seulement pour rejouer le mythe fondateur, mais aussi parce que la guerre apparaissait à la fois comme un symptôme de la crise politique ou sociale, et comme un moyen de réaliser la révolution. Très tôt cependant la lutte contre la guerre ou pour la paix fut une composante de l'activité communiste en direction des plus larges masses. Pour autant la mobilisation antimilitariste ou la lutte pour la paix, conduite par les partis communistes, se confondirent rarement avec le pacifisme. La guerre révolutionnaire et populaire contre l'exploitation ou l'oppression fut à différentes époques un chemin exploré largement par le mouvement communiste, notamment contre le fascisme, même s'il se trouva parfois divisé sur l'opportunité d'un tel recours. Le rôle de la politique internationale du communisme d'État ne saurait être ignoré de ce point de vue. La culture politique du mouvement communiste fut imprégnée par l'expérience de la

Première Guerre mondiale puis enrichie par son implication dans une activité politique fréquemment illégale et militarisée. Pendant près de cinquante ans, des années vingt au début des années 70, la lutte armée resta une dimension de la lutte des classes avec cependant des variations très fortes selon les zones géographiques et les cultures politiques nationales. Dans le corps de doctrine marxiste-léniniste la vision du processus révolutionnaire est essentiellement militaire en associant, par exemple, un combat politique pensé en termes de stratégie et de tactique, un militantisme conçu comme un engagement au service d'une cause, et une discipline de l'organisation considérée comme une valeur suprême. L'empreinte de la guerre sur l'évolution du communisme a revêtu des formes variées et entremêlées qui méritent des recherches systématiques dont les résultats pourraient être, dans le cadre du colloque, confrontés autour de quatre sous thèmes.

### *Communisme, communistes et le défi de la modernisation*

Issu du courant socialiste, le communisme, tel qu'il s'organise après 1917, veut incarner la modernité même s'il n'a triomphé politiquement que dans le pays le plus « arriéré » aux dires de ses leaders. Le changement social qu'implique la révolution prolétarienne ne se place pas sur le même plan que la modernisation à l'œuvre dans les grands pays industriels capitalistes puisqu'il s'agit d'abolir aussi bien l'exploitation du travail que les différences de classes. Pour autant, après l'épisode du communisme de guerre et l'abandon des perspectives de la révolution mondiale, la modernisation va rapidement s'imposer comme idéal substitutif au moins temporaire du socialisme dans un seul pays. Dès les années 30, la propagande soviétique insiste sur « la merveilleuse transformation de l'Union Soviétique ». Cette référence au modèle soviétique est synonyme pour longtemps de la modernisation. La mécanisation de l'agriculture, la construction de barrages et de villes nouvelles illustrent les bienfaits de cette nouvelle civilisation. La modernisation planifiée et figée dans le marxisme-léninisme sert de ciment au système politique et social. Après la Seconde Guerre mondiale elle devient également un message à usage externe qui participe au projet mondial du communisme. Ces progrès vantés des régimes communistes contribuent au fur et à mesure à alimenter une lutte idéologique entre deux mondes puis deux blocs : ce sont des figures imposées de la rhétorique communiste. Mais quels sont les écarts entre réalité et discours ? Quelle est la nature de la modernisation des États socialistes ? Face à la modernisation capitaliste, d'après la Seconde Guerre mondiale, le communisme apparaît-il capable de mener une modernisation différente et concurrentielle ? Toutefois, il faut faire la part entre le communisme d'État, qui légitime sa domination par la modernisation de l'économie et de la société dans des pays souvent peu ou moyennement développés, et le communisme de mobilisation dans les pays capitalistes, développés de longue date, où la modernisation est une dimension forte de la restructuration

économique. La protestation sociale, contre les bouleversements sociaux qu'impliquent les mutations de l'agriculture, de l'industrie ou de l'urbanisation, constitue le terreau d'une activité communiste où l'action revendicative et la lutte pour la défense des conditions de travail et d'existence de la main-d'œuvre des salariés, ou des travailleurs indépendants, prend parfois l'allure d'une opposition à la modernisation. Si le modèle soviétique a été mobilisateur, il n'a pas d'efficacité concrète et symbolise avant tout la possibilité d'une alternative. Pour autant lorsque les communistes conquièrent des positions de pouvoir dans le système politique ou économique, par exemple par le biais du syndicalisme, des municipalités, des représentations paritaires dans la fonction publique, ils sont confrontés aux problèmes de la gestion et des politiques globales d'aménagement de la société. Il reste que les communistes se veulent les agents du progrès et de la modernité, mais en ont-ils vraiment les moyens ? La réponse ne diffère-t-elle pas selon les pays et l'influence du communisme dans le mouvement social ? À son insu le mouvement communiste, politique et syndical, n'est-il pas un acteur effectif de la modernisation en contribuant à l'inscription du monde ouvrier et d'une partie du monde paysan dans une dynamique de changement social dans laquelle ses valeurs et ses références sont des éléments constitutifs de certains États-Providence, à travers des conflits et des compromis sociaux et politiques qui remplacent la régulation opérée ailleurs par la cogestion social-démocrate ? Où qu'ils soient les partis communistes qui voulaient changer la société n'ont pas échappé aux contrecoups de la modernisation sociale qui a souvent pris à contre-pied une culture politique fondée sur la défense et la promotion des couches populaires ! Ainsi la conception du militantisme, de la propagande ou de l'éducation, enracinée dans la tradition socialiste et revisitée par le bolchevisme et le marxisme léninisme stalinien a-t-elle été rattrapée par la massification de la scolarisation, les transformations du salariat, l'explosion des moyens de communication ? La diffusion du modèle communiste de la politique dans les pays industriels, mais aussi dans les pays ruraux et coloniaux, n'a-t-elle pas fondamentalement contribué à la politisation des masses populaires ou tout au moins à la possibilité pour certaines catégories d'accéder à un champ politique dont ils étaient exclus ? Le militantisme communiste n'a-t-il pas été un puissant instrument de promotion sociale durant toute une période où la modernisation économique et sociale était bloquée ? Notamment jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans les pays de l'Europe du Sud ? En revanche les bouleversements liés aux mutations du travail et de la société, à partir de la fin des années soixante dans tous les pays industriels développés, a affaibli cette fonction.

*Table ronde : Vers de nouvelles bases documentaires ?*

Depuis une décennie, l'accès aux sources documentaires et aux archives a profondément modifié les conditions du travail historique et impulsé l'activité de recherches en

permettant l'ouverture de nouveaux champs d'investigation. Cependant la masse documentaire, son état de conservation, les difficultés matérielles des organismes de stockage en Russie, pour la période allant des années vingt aux années cinquante, posent des problèmes qui concernent toute la communauté scientifique. Il existe divers moyens et méthodes pour rendre plus accessible une documentation qui doit rester ouverte aux différents chercheurs, quelles que soient leur nationalité, leurs soutiens institutionnels ou leurs moyens financiers. Les projets en cours de numérisation, de microfilmage, d'édition papier, méritent examen et réflexion de la part des historiens, en concertation avec les archivistes dans le cadre d'une coopération internationale éminemment souhaitable. Qu'implique la mise en réseau des différents centres de ressources ? La situation des archives du communisme et son évolution récente. État des lieux : moyens matériels, conservation, accessibilité, inventaires. Les systèmes de coopération, dans le cadre des accords bilatéraux ou multilatéraux. Le rôle du Conseil International des Archives et du Conseil de l'Europe. Les résultats éditoriaux : résultats et perspectives. Nouveaux outils de travail en terme d'inventaires et de corpus de textes.

**JEAN VIGREUX - SERGE WOLIKOW**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

**JOURNÉE D'ÉTUDES**  
**LA FORMATION ET L'IDÉAL :**  
**LES ÉCOLES DES PARTIS OUVRIERS EN EUROPE**  
**ET LEUR ÉVOLUTION AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

Depuis le printemps 1997, le séminaire *Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs en milieux populaires aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* propose chaque année une journée d'études sur un thème particulier de ce vaste chantier de recherches. Il s'inscrit dans une démarche d'histoire comparative entre des pays et des époques très divers, avec l'ambition de saisir non seulement ce qui les différencie, mais aussi ce qui les rapproche. À l'issue des séances de travail, est projetée une publication où les contributions sont mises en perspective à l'aide d'une introduction méthodologique, d'une bibliographie commentée et d'un certain nombre de documents significatifs<sup>1</sup>.

Le 12 mai 1999, le thème choisi était *Les écoles des partis ouvriers en Europe et leur évolution au XX<sup>e</sup> siècle*. Après avoir l'année précédente porté l'attention sur les méthodes d'approche des masses par la parole militante et le colportage d'ouvrages engagés, il était prévu cette fois d'analyser comment les directions et les militants les plus chevronnés des partis dits ouvriers, qu'ils soient socialistes, social-démocrates ou communistes, souhaitaient former ceux qui, en théorie, assureraient la relève et porteraient à leur tour le bon message, c'est-à-dire un discours conforme à l'orthodoxie partisane. La problématique d'ensemble s'articulait autour de quatre questions simples : peut-on à partir de l'enseignement et du fonctionnement des dites écoles comprendre la nature profonde des organisations ? La diversité des modèles est-elle vraiment l'indice de profondes différences ou existe-t-il entre eux, au-delà des apparences, des ressemblances importantes ? En quoi les écoles de parti correspondent-elles aux normes socio-culturelles dominantes ou en divergent-elles fondamentalement ? Qu'est-ce qui l'emporte des différences nationales ou des nuances entre organisations ? Ces interrogations tenaient naturellement compte des recherches déjà effectuées par le passé tant en France qu'à l'étranger. La volonté des participants, une vingtaine au total dont huit intervenants, était donc de brasser un certain nombre de problèmes récurrents à l'aide d'exemples concrets, pour la plupart inédits. Ils étaient encouragés dans cette voie par le regain actuel des réflexions comparatives sur la formation des élites politiques, dont témoigne le récent colloque de Nanterre, sous la direction de messieurs Le Beguec,

---

1. Pour la séance de 1998, va paraître prochainement *Le verbe et l'exemple, colporteurs et propagandistes en Europe de la Révolution française à nos jours*, M. CARREZ et T. BOUCHET [dir.], Dijon, EUD, 2000, Cahiers de l'IHC, n° 5.

Quagliarello et Tanner, à propos des cas français, italien et britannique.

La première contribution, celle de Maurice Carrez (Université de Bourgogne), portait sur l'école du Parti social-démocrate finlandais avant 1914. Elle essaya de montrer que les considérations pratiques l'emportaient au moment de la fondation, mais que très vite, l'école fut au centre de débats idéologiques opposant différentes conceptions du socialisme et de l'activité du Parti. Finalement, le contenu de l'enseignement établit une sorte de compromis entre ces aspirations contradictoires, au bénéfice toutefois de la gauche kautskiste dont l'un des représentants, Kuusinen, devint directeur de l'école. Celle-ci reflétait donc en gros la nature du SDP, y compris dans la composition des stagiaires, pour la plupart issus des couches sociales constituant sa base électorale.

Lucien Mercier (Université de Tours) présenta pour sa part les écoles enfantines du PCF entre 1921 et 1933 en s'appuyant sur les comptes rendus de la presse ou des congrès communistes ainsi que sur les témoignages laissés par quelques acteurs. Il montra que les apprentissages, relativement variés, correspondaient à une vision du monde propre au mouvement ouvrier et à l'extrême-gauche, tenant compte de ce que l'on désignait alors comme « des valeurs prolétariennes ». Les enseignants, bénévoles, étaient souvent des femmes et des jeunes. Après l'apogée de 1922, ces écoles marquèrent le pas, en dépit de nouveaux progrès en 1924. Après 1927, elles subirent un déclin progressif.

L'intervention de Paul Pasteur (Université de Rouen) traitait des écoles du Parti social-démocrate autrichien entre 1919 et 1934. Imprégnées dès l'origine d'une longue cohabitation entre mouvement libéral et mouvement ouvrier, elles étaient articulées en différents niveaux allant des écoles de base (organisées en cours du soir) aux universités ouvrières (*Arbeiterhochschulen*) dont la principale était celle de Vienne. L'enseignement dispensé variait d'un type d'organisme à l'autre, mais il mêlait apprentissages pratiques et cours théoriques. Il est frappant de constater la soif d'apprendre des stagiaires et l'empreinte très forte qu'ils en gardèrent ultérieurement. Les grands intellectuels du Parti s'investissaient dans ce travail de qualité et la formation permettait à nombre de stagiaires d'accéder à une certaine forme de promotion sociale.

Yasmine Siblot (ex-lauréate du Prix Maitron) évoqua quant à elle les écoles du PCF entre 1925 et 1936, organismes qui se voulaient alors une réponse au manque d'éducation politique de nombreux militants de base. Sa contribution s'appuyait sur les archives de la Bibliothèque marxiste de Paris qu'elle avait déjà utilisées dans le cadre de son travail de maîtrise. Elle souligna que la mise en place des écoles fut en quelque sorte dopée par les recommandations de l'Internationale, à la suite du V<sup>e</sup> Congrès dit de la bolchevisation. Alfred Kurrela fut le créateur d'un système scolaire pyramidal qui prit ses distances avec le modèle de formation issu de l'avant-guerre. Il estimait en effet que ce dernier privilégiait l'intellectuel socialiste au détriment de l'ouvrier de base. Il fut

relayé par Victor Faye, venu du parti polonais, qui reprit pour l'essentiel cette préoccupation. En dépit d'un manque de moyens financiers, le réseau se développa selon trois phases distinctes. La plus dynamique engloba les années 1929-1932 où cohabitèrent, à la base, écoles de rayons, écoles de propagandistes et écoles par correspondance. Le centre joua toujours un rôle primordial dans le contenu de l'enseignement adapté aux besoins des lignes politiques successives, mais destiné aussi à créer une identité communiste. Mais si ces écoles permirent la promotion de cadres ouvriers, elles ne correspondaient pas toujours aux attentes des stagiaires qui éprouvaient dès l'origine des difficultés scolaires. Ceux qui s'en tirèrent le mieux furent les plus instruits au départ, la majorité des élèves semblant peu s'investir.

Dans leur présentation du regard d'élèves français sur l'École léniniste de Moscou, Jean Vigreux et Serge Wolikow utilisèrent essentiellement le fonds 531 du CREDEHC de Moscou. Ils firent remarquer que la création de l'école eut lieu paradoxalement en 1926, date à laquelle semblait s'estomper la perspective révolutionnaire. Elle avait cependant pour but de remplacer les cadres issus de la social-démocratie et de renforcer la rupture avec l'ancien type de formation. La fondation, envisagée dès 1923, fut longtemps différée. Par la suite, l'école connut des fluctuations : autant elle semblait ouverte entre 1926 et 1928, autant elle se referma sur des conceptions très ouvriéristes à partir de 1929. Les critères de sélection politique se durcirent, le fonctionnement devint plus opaque et l'exemple russe systématiquement valorisé. Les programmes, très lourds, correspondaient à la volonté de former des gens capables de polémiquer sur le plan des idées générales et de mener sur le terrain la lutte clandestine. Les enseignants venaient de pays différents et changeaient fréquemment en raison des disgrâces et des purges. 132 stagiaires français passèrent à l'École léniniste de 1926 à 1932. Beaucoup étaient d'origine ouvrière. Leurs professeurs parlaient tous français (en particulier Anna Pauker). Ils logeaient en internat et faisaient l'objet d'une surveillance constante, surtout lors des stages en entreprises où beaucoup furent déçus des réalités concrètes. Par contre, ils disposaient d'une riche bibliothèque et accédèrent pour la plupart à des responsabilités au moins régionales.

Frédéric Cépède (OURS) et Thierry Hohl (Université de Bourgogne) abordèrent conjointement le problème de l'évolution de la formation militante au sein de la SFIO puis du PS de l'entre-deux-guerres au début des années 1990. En s'aidant des comptes rendus parus dans l'organe central du parti, *Le Populaire*, Thierry Hohl décrit les activités de l'École socialiste de la Seine installée à Chatenay-Malabry. Son concepteur, Jean Longuet, souhaitait prolonger l'activité de formation d'avant 1914 en s'inspirant toutefois des modèles autrichien et allemand. Il mobilisa pour cela des conférenciers occasionnels, mais aussi une équipe d'enseignants plus stables où figuraient des ténors du Parti comme Buisson, Le Troquer, Suranne, Lévy, Henri Sellier ou Bracke. Le

programme était surtout basé sur des conférences hebdomadaires portant sur des sujets spécialisés, jugés utiles aux militants. L'histoire et les questions doctrinales s'y taillaient la part du lion. Globalement, l'école diffusait une culture socialiste tournée vers l'intégration et le regard d'experts sur la société. La contestation sociale n'en était pas absente, mais de manière ambivalente. Après la Seconde Guerre mondiale, comme l'analysa Frédéric Cépède, on passa progressivement de modèles assez proches de cette mouture initiale aux universités d'été dont l'impulsion fut donnée en 1985 par Laurent Fabius. Dans les années 1960, Moch et Bégarra furent les principales figures de la formation des militants au sein de l'École socialiste. L'ouverture aux intellectuels était limitée et les cadres de la SFIO assuraient l'essentiel des cours, ce qui était encore le cas dans les premières années de l'OURS, fondée en 1969 par Guy Mollet. Le caractère un peu obsolète de ces critères aboutit dans un premier temps à un éclatement des centres de formation selon les tendances, avant que la structure actuelle en trois journées centrées sur l'actualité et organisées en ateliers, tables rondes et synthèses, ne s'imposât, dans un esprit très différent du passé.

Au total, la journée a permis de comparer entre eux trois modèles nationaux, un autre à vocation internationale ainsi que des expériences socialistes et communistes s'étalant des années 1900 à la dernière décennie de notre siècle. Le nombre important de questions qui a suivi chacune des six interventions laisse penser qu'une publication répondrait aux préoccupations des collègues motivés par ce thème d'étude. Il faudrait néanmoins qu'une synthèse soit proposée en complément afin de faciliter la lisibilité des débats. Nous espérons qu'une revue française d'histoire pourra dans un avenir proche accueillir ces travaux dignes d'intérêt.

**MAURICE CARREZ**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

## DERNIÈRES PARUTIONS



Sous le titre *Voter et élire à l'époque contemporaine*, cette publication rassemble un ensemble d'études touchant à la question du vote et des élections depuis la période révolutionnaire.

Les études concernant le phénomène du vote pendant la décennie révolutionnaire constituent un apport renforcé à un domaine de recherche qui a fait récemment l'objet d'interrogations renouvelées. À travers le constat de la diversité des comportements électoraux en France durant cette période, c'est la question de l'intégration politique par le vote qui est ici réexaminée.

La prise en compte des effets de l'introduction du suffrage universel en 1848 permet d'approcher les premières expérimentations en matière de techniques électorales et d'encadrement du vote.

Sur une durée plus longue, et à partir de l'exemple des élections législatives en Saône-et-Loire entre 1906 et 1956, ce sont les phénomènes d'institutionnalisation du vote qui ont été pris en compte dans les formes d'organisation des espaces électoraux. La mise en évidence de ces espaces éclaire sous un jour différent les filiations entre les choix politiques des électeurs et la « tradition » du vote à gauche dont le département a été porteur.



*RÉSISTANCE ET LIBÉRATION*  
*DU MORVAN*

Le cédérom *Résistance et Libération du Morvan* propose un regard multimédia sur la Seconde Guerre mondiale dans le Morvan et sur ses marges. Il est le fruit de la coopération entre le Musée de la Résistance de Saint-Brisson et l'IHC-UMR 5605 de l'université de Bourgogne. Il s'est nourri des archives et des témoignages recueillis depuis de nombreuses années, des travaux universitaires et des publications de l'Association pour la recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan (ARORM) qui gère le musée. Prolongement naturel de l'exposition organisée en 1994 à l'occasion du cinquantième de la Libération, sa réalisation technique a été rendue possible grâce à la mobilisation du centre audiovisuel de l'université de Bourgogne (CAV-La Passerelle).

Ce cédérom se présente comme un instrument de documentation et d'information, aussi bien pour un élève, un étudiant, un enseignant que pour un citoyen désireux de mieux connaître cette période décisive de l'histoire contemporaine de la France. Il œuvre à la médiatisation du savoir universitaire tout en faisant acte de mémoire. Travail historique, il souligne que dans une époque où les choix étaient difficiles des hommes ont su résister aux compromissions et défendre leurs valeurs avec courage. L'exemple du Morvan montre que la Résistance ne fut ni unanime ni uniforme. Elle a cependant permis à la France de se relever de la période de trahison des valeurs républicaines constituée par le régime de Vichy. Ce cédérom entend ainsi, au travers de la documentation historique qu'il propose, mettre en relief les caractères fondateurs de la période qu'il étudie.

Il propose un cheminement en trois grandes parties : le Morvan sous l'Occupation, la Libération et la mémoire des événements. Il retrace les quatre années sombres de l'Occupation et de Vichy, la mise en place des premiers noyaux de Résistance puis l'apparition des maquis, la répression allemande et la Libération, sans négliger la vie quotidienne, pour enfin évoquer les échos de cette période jusqu'à nos jours et les travaux historiques. À chaque étape de la progression, la situation du Morvan est replacée

dans le contexte général de la Seconde Guerre mondiale grâce à des introductions animées : une vingtaine de diaporamas permettent de prendre connaissance de l'enchaînement des faits.



Au cours d'une consultation interactive, le visiteur découvre photographies, documents et objets d'époque, archives présentées sous leur forme originale (circulaires, cartes d'identité, *ausweis*, affiches, etc.), graphiques explicatifs, cartes et plus de trente témoignages sonores des acteurs et témoins ainsi que plusieurs extraits d'un film tourné clandestinement à Semur-en-Auxois pendant la Guerre. Un commentaire historique met en perspective l'ensemble de cette documentation.



STÉPHANE GACON, JEAN VIGREUX  
 Université de Bourgogne  
 IHC – UMR-CNRS 5605

*I*

*H*

EN LIAISON  
AVEC

*C*

**DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES :**  
*ORDRE ET DÉSORDRE DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES*  
*DE LA PROTOHISTOIRE A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE*

**SÉMINAIRES 1999-2000**

*ENGAGEMENTS ET SOCIABILITÉS*  
coordonné par le professeur Serge Wolikow

Ces conférences ont lieu en salle 229 à la faculté des lettres, de 16 h. à 18 h.

20 octobre 1999 : *Génération et engagements* – Maurice Agulhon (Collège de France)

17 novembre 1999 : *L'engagement politique dans les sociétés rurales à l'époque révolutionnaire* – Serge Bianchi (MC Rennes)

1<sup>er</sup> décembre 1999 : *Les conflits ouvriers et la nation au XIX<sup>e</sup> siècle* – P.-J. Derainne (Hist. Paris)

15 décembre : *Les libres penseurs : types d'engagement et modalités d'action* – Jacqueline Lalouette (Pr Paris XIII)

12 janvier 2000 : *Pierre Monatte : un autre syndicalisme* – Colette Chambelland (Musée social, Paris)

26 janvier 2000 : *Détachement et désengagement au sein du PCF de la guerre à nos jours* – Bernard Pudal (Pr Montpellier)

1<sup>er</sup> mars 2000 : *Le mouvement mutuelliste* – Michel Dreyfus (CNRS Paris)

15 mars 2000 : *Réseaux intellectuels et engagement résistant* – Gisèle Sapiro (Ch. EHESS)

29 mars 2000 : *De la gestion des entreprises occupées aux grèves « insurrectionnelles » 1945-48* – Robert Mencherini (MC Avignon)

26 avril 2000 : *La politique contre l'État* – Alain Bertho (MC Paris VIII)

## GROUPE DE TRAVAIL

## « HISTOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES LOCALES »

Thème de l'année 1999-2000 : *Histoire des politiques locales du patrimoine*

Ce groupe de travail est placé sous la tutelle du Comité d'histoire du Ministère de la Culture avec le soutien du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (Université de Versailles-Saint-Quentin) et de l'IHC.

Coordination : Augustin Girard (Président du Comité d'Histoire du Ministère de la Culture) ; Christian Pattyn (Comité d'Histoire du Ministère de la Culture) ; Philippe Poirrier (Institut d'Histoire Contemporaine, UMR CNRS 5605, Université de Bourgogne) ; Loïc Vadelorge (Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés contemporaines, JE 378, Université de Versailles-Saint-Quentin)

*Présentation*

Poursuivant le travail mené depuis plusieurs années au sein du groupe « Histoire des politiques locales », l'année 1999-2000 sera consacrée à l'étude des politiques locales du patrimoine. Il s'agit de pointer l'étendue d'un champ de recherches en pleine expansion et désormais transdisciplinaire. L'approche historique servira cependant de fil conducteur, l'histoire des politiques locales du patrimoine étant entendue du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il s'agira d'évaluer les modalités politiques, sociales et culturelles de la prise de conscience puis de la prise en charge du patrimoine local. On optera pour une définition restreinte du terme – celle de la Direction du Patrimoine –, tout en soulignant sa polysémie et son évolution dans le temps. Cette première année aura également pour but de définir de nouveaux chantiers d'investigation (histoire des professions du patrimoine, histoire de la déconcentration patrimoniale par exemple) et de préciser les priorités de la recherche.

Les réunions se dérouleront à la Maison des Sciences de l'Homme sous la forme de 4 journées d'études, ouvertes aux enseignants, aux chercheurs, jeunes ou confirmés, mais aussi aux professionnels du patrimoine. Les matinées seront centrées autour d'une intervention longue (45 minutes) demandée à un spécialiste reconnu de l'histoire du patrimoine et des politiques culturelles qui lui sont associées (successivement Pascal Ory, Dominique Poulot, Jean-Yves Andrieux, Jean-Michel Leniaud). Ces interventions devront préciser l'état de la recherche, les programmes en cours ou souhaitables et les attendus méthodologiques. Elles seront suivies d'un débat associant, sur le principe déjà éprouvé les années précédentes, acteurs et chercheurs. Les après-midi proposeront des approches monographiques (études d'institutions, présentations

régionales ou municipales, éclairages thématiques), suivies d'un débat.

### *Calendrier des journées d'études*

#### **Mardi 11 janvier 2000 :**

Pascal Ory (Professeur d'histoire contemporaine, Université de Paris I-Sorbonne) – *Quelles questions pour l'histoire du patrimoine local et national ?*

Catherine Bertho-Lavenir (Professeur d'histoire contemporaine, Université de Clermont-Ferrand) – *Les comités décentralisés du Touring-Club de France.*

Hervé Glévarec (chercheur au CERAT de Grenoble) – *Qu'est-ce que le Patrimoine pour les Associations ?*

#### **Mardi 8 février 2000 :**

Dominique Poulot (Professeur d'histoire moderne, Université de Tours) – *Le « moment Guizot » du patrimoine.*

Loïc Vadelorge (Maître de conférences, Université de Versailles-Saint-Quentin) – *Départements et Patrimoine : L'exemple de la Seine-Inférieure (1789-1940).*

Claire Giraud-Labalte (Maître de conférences associé en histoire de l'art et patrimoine, Université d'Angers) – *Les Angevins et leurs monuments (1800-1840).*

#### **Mardi 14 mars 2000 : Autour du Patrimoine industriel**

Jean-Yves Andrieux (Professeur à l'université de Rennes II, Centre de recherches sur l'histoire des arts) – *L'extension du patrimoine aux champs de l'industrie et des techniques en France : bilan et perspectives de recherche.*

Philippe Mairot (Conservateur en chef du patrimoine, Professeur associé à l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, Directeur du musée des techniques et cultures comtoises) – *Un réseau régional de mise en valeur du patrimoine industriel : les musées des techniques et cultures comtoises, 1978-2000.*

Nadine Halitimi (Chercheur au service de l'inventaire, DRAC Rhône-Alpes) – *Repérage du patrimoine industriel de Lyon : prémices.*

#### **Jedi 27 avril 2000 :**

Jean-Michel Leniaud (Directeur d'études, EPHE) – *Le point sur les recherches en cours à l'École Pratique des Hautes Études et à l'École Nationale des Chartes sur l'Histoire du Patrimoine (1789-1972).*

Arlette Auduc (conservateur du patrimoine, service régional de l'inventaire, DRAC Ile de France) – *Le Service des Monuments historiques sous la III<sup>e</sup> République.*

Nathalie Mathian (École d'architecture de Saint-Étienne) – *Du monument historique*

*au site. Évolution de la notion de patrimoine à Lyon, de la Révolution à la Seconde Guerre mondiale.*

**Organisation pratique** : Le séminaire se déroule entre 10 h. et 17 h. à la Maison des Sciences de l'Homme (16-18, rue Suger, 75 006 Paris, métro Saint-Michel).

**Contacts** : Geneviève Gentil : Secrétariat du comité d'histoire du ministère de la Culture, 2, rue Jean Lantier, 75 001 Paris.

Tél : 01 40 15 79 16. Fax : 01 40 15 79 99.

**Nota** : Les travaux du précédent séminaire, consacrés à l'histoire des politiques culturelles locales se sont achevés par un colloque, organisé à l'Opéra Bastille, les jeudi 25 et vendredi 26 novembre 1999.

Les actes, publiés sous la direction de Philippe Poirrier et Jean-Pierre Rioux, seront disponibles à la Documentation française au printemps 2000.

**PHILIPPE POIRRIER**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

## COLLOQUES

25-26 novembre 1999 : Affaires culturelles et territoires (FNSP, Ministère de la culture, IHC)

12 et 13 mai 2000 : Cent ans de socialisme en Saône-et-Loire (IHC, IEP Grenoble, IEP Lyon)

**TRAVAUX, PARTICIPATIONS DIVERSES  
DES CHERCHEURS DE L'IHC**

**1—Publications :**

**Ouvrages**

POIRRIER Philippe, *Société et culture en France depuis 1945*, Paris, Seuil, 1998, 96 p.

POIRRIER Philippe, *Histoire des politiques culturelles de la France contemporaine*, Dijon, Bibliest-Université de Bourgogne, 1998, 129 p. (deuxième édition, revue et augmentée).

POIRRIER Philippe et DUBOIS Vincent [dir.], *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-La Documentation française, 1998, 456 p.

WOLIKOW Serge et POIRRIER Philippe [dir.], *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, Dijon-25 septembre 1997. Territoires contemporains, bulletin de l'IHC, n° 5 – hors série*, Dijon, Université de Bourgogne, 1998, 102 p.

WOLIKOW Serge et BLETON-RUGET Annie [dir.], *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, 272 p.

WOLIKOW Serge [dir.], *Les syndicalismes en Europe. Grande-Bretagne, Allemagne*, Paris-Dijon, Institut CGT d'histoire sociale-IHC, 1998, 136 p.

**Articles et contributions**

BERLIÈRE Jean-Marc, « Archives de police : du fantôme au mirage », in J.-G. PETIT et F. CHAUVAUD [dir.], *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires 1800-1939*, Paris, Champion, 1998, p. 255-270.

BERLIÈRE Jean-Marc, « Police et renseignement », in P. LACOSTE. [dir.], *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998, p. 9-27.

BERLIÈRE Jean-Marc, « Les archives policières », in *Transparence et secret. L'accès aux archives contemporaines*, Numéro spécial de la *Gazette des archives*, Association des archivistes français, mai 1998.

BERLIÈRE Jean-Marc, « À bas les vaches ! À l'eau les sergots (NTM 1898) ! », in *Être flic aujourd'hui, Panoramiques*, n° 33, 2<sup>e</sup> trimestre 1998, p. 162-170.

BLETON-RUGET Annie, « Agrarisme républicain, ethnographie folkloriste et régionalisme : quand la Bresse s'exposait à Paris en 1937 », in P. PONSOT [dir.], *La Bresse, les Bresses*, Éditions BonavitaCola, 1998, p. 225-234.

BLETON-RUGET Annie, « Le Front populaire et les composantes agrariennes de l'identité nationale française : autour de l'Exposition internationale de 1937 », in S. WOLIKOW et A. BLETON-RUGET [dir.], *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p. 253-261.

BLETON-RUGET Annie, Aux sources de l'agrarisme républicain : la propagande démocrate-socialiste et les campagnes (1848-1851), *Cahiers d'histoire*, tome XLIII, n° 2, 1998, p. 283-299.

BOUCHET Thomas, Régner bourgeoisement. La mise en scène du pouvoir monarchique sous Louis-Philippe, *Territoires contemporains, bulletin de l'IHC*, 1998, n° 6, p. 85-90.

CARTEY Benoît et MICHON Bernard, « Histoire orale d'une profession : les enseignants d'Éducation Physique », in P. ARNAUD. [dir.], *Une histoire de l'EP : enseignements primaire et secondaire (1880-2000)*, Revue *spirales*, n° 13-14, CRIS, UFRAPS Lyon, 1998.

CARTEY Benoît, « L'histoire venant d'en bas : ses atouts et ses pièges », in S. WOLIKOW et P. POIRRIER [dir.], *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, 25 septembre 1997*, Dijon, Université de Bourgogne, 1998, p. 23-30.

CARREZ Maurice, Le mouvement syndical allemand des origines aux années 1980 et la politique sociale en Allemagne, 1880-1945, in S. WOLIKOW [dir.], *Les syndicalismes en Europe. Grande-Bretagne, Allemagne, syndicats et sociétés*, Paris-Dijon, IHS-IHC, 1998, p. 73-98.

CARREZ Maurice, Les expériences gouvernementales et l'identité social-démocrate dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, *Actuel Marx*, 1998, n° 23, p. 47-58.

CARREZ Maurice, Les images du pouvoir dans la Finlande rouge de 1918, *Territoires contemporains, bulletin de l'IHC*, 1998, n° 6, p. 91-98.

FORTUNET Françoise, KOURCHIR O et TREMPE Rolande, « Innovation et exemplarité des relations au social. Les mines, les mineurs et l'État en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », in P. AUVERGNON *et al.*, *L'État à l'épreuve du social*, Paris, Syllepses, 1998, p. 179-193.

FORTUNET Françoise, « Des droits et des devoirs », in *La Constitution de l'An III*, Dijon, EUD, 1998, p. 17-29.

FORTUNET Françoise, De la loi du 20 septembre 1792 à l'article 75 du Code civil : la volonté en actes de mariage, *MSHDB*, 1998, n° 55, p. 189-199.

GACON Stéphane, Les entraves à l'histoire du temps présent : l'exemple de l'amnistie,

in S. WOLIKOW et P. POIRRIER [dir.], *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, 25 septembre 1997*, Dijon, Université de Bourgogne, 1998, p. 45-52.

POIRRIER Philippe, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939) », in S. WOLIKOW et A. BLETON-RUGET [dir.], *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p. 239-247.

POIRRIER Philippe, « Les défis de l'histoire culturelle du temps présent : un terrain, des regards pluriels », in S. WOLIKOW et P. POIRRIER [dir.], *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, 25 septembre 1997*, Dijon, Université de Bourgogne, 1998, p. 77-87.

POIRRIER Philippe, « De l'expérience à l'exemplarité. Les élus locaux aux Rencontres d'Avignon (1964-1970) », in V. DUBOIS et P. POIRRIER [dir.], *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, La Documentation française-Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1998, p. 255-279.

POIRRIER Philippe, « L'histoire des politiques culturelles locales. Une recension des travaux récents », in V. DUBOIS et P. POIRRIER [dir.], *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, La Documentation française-Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1998, p. 413-433.

POIRRIER Philippe, Jean Vilar and the « Avignon Encounters ». The birth of cultural Policies, 1964-1970, *The International Journal of Cultural Policy*, 1998, n° 1, p. 75-97.

POIRRIER Philippe, Des enseignements artistiques à l'éducation culturelle, *Revue IREG*, automne 1998, n° 6, p. 143-147.

RALLE Michel, Pablo Iglesias en 1898, *Memoria del 98/El País*, Madrid, 27-10-1998.

RALLE Michel, « Que el deleite sea provechoso, instructivo », in J. CARBONELL [coord.], *Els orogens de les associacions corals a Espanya (s. XIX-XX)*, Barcelona, Oikos-Tau, 1998, p. 95-108.

VIGREUX Jean, « Le PCF garant de l'agrarisme de gauche en 1937 », in S. WOLIKOW et A. BLETON-RUGET [dir.], *Antifascismes et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p. 163-171.

VIGREUX Jean, « Archives et sources orales : le cas du communisme », in S. WOLIKOW et P. POIRRIER [dir.], *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoires. Actes du colloque transfrontalier-Cluse, 25 septembre 1997*, Dijon, Université de Bourgogne, 1998, p. 89-102.

UBBIALI Georges, Stratégie discursive des professionnels de la représentation, *Bulletin de méthodologie sociologique*, 1998, n° 60, p. 106-121.

UBBIALI Georges, « Vive la CGT de lutte de classe ! » Rhétorique gauchiste, déni pratique du syndicalisme, *Drôle d'époque*, n° spécial : Pas de chrysanthème pour Mai 68, 1998, n° 2, p. 55-78.

## 2—Colloques et séminaires :

BERLIÈRE Jean-Marc, Table ronde sur « le crime et l'état », Festival d'histoire de Blois, octobre 1998.

BERLIÈRE Jean-Marc, « La prosopographie et l'usage des archives policières », CRHSS et Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, novembre 1998.

BLETON-RUGET Annie, « Les terroirs et les sociétés locales », *Rencontres internationales Jules Guyot : les terroirs du Chardonnay et du Pinot noir*, Dijon-Beaune, 20-21 mars 1998.

BLETON-RUGET Annie, « L'anticipation du suffrage universel : autour du décret du 5 mars 1848. République, droit de vote et mode de représentation », colloque *La Constitution du 4 novembre 1848, l'ambition d'une république démocratique*, Centre G. Chevrier-CERPO-Association française des constitutionnalistes, Dijon, 10-11 décembre 1998.

BLETON-RUGET Annie, « La paysannerie en débat. Autour du décret du 3 octobre 1848 », colloque *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*, ENESAD-Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Dijon, 19-21 janvier 1999.

BLETON-RUGET Annie, « L'engagement républicain avant les partis », séminaire de DEA *Ordre et désordre dans les sociétés contemporaines*, novembre 1998.

BOUCHET Thomas, « La Barricade », colloque *Armand Barbès et les républicains de 1848*, Carcassonne, 6-7 novembre 1998.

BOUCHET Thomas, « Un événement grave vient de jeter la consternation dans Paris... », colloque *La perception de l'événement dans la presse de langue française et allemande*, Saarbrücken, 12-14 mars 1998.

BOUCHET Thomas, « L'écrivain, le peuple et l'insurrection : *Les Misérables* », colloque *Intellectuels, travailleurs et mouvements sociaux en France et en Italie, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Imola, 3-4 décembre 1998.

BOUCHET Thomas, « Violences insurrectionnelles au début de la monarchie de Juillet », séminaire *Violence politique et violence sociale*, Université de Paris X-Nanterre et Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux, 14 janvier 1998.

CARREZ Maurice, « La manne et le fouet : la propagande par le verbe en Finlande 1800-

1917 », journée d'études *Colporteurs et propagandistes en Europe de la Révolution française au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Dijon, IHC, 8 avril 1998.

CARREZ Maurice, « Edgar Faure et la Franche-Comté (1946-1988) : histoire et bilan d'une implantation méthodique », *IX<sup>e</sup> Rencontres de Béziers, Edgar Faure, homme politique et homme d'État*, 3 octobre 1998.

CORDILLOT Michel, « Le mouvement ouvrier français à la croisée des chemins : mutualisme et/ou résistance à la fin du Second Empire », *Colloque du Centenaire de la Mutualité française*, 24-25 septembre 1998.

CORDILLOT Michel, « Les ouvriers francophones aux États-Unis : de l'approche biographique à la prosopographie », *Colloque en l'honneur de Marianne Debouzy : Trente ans d'histoire sociale aux États-Unis*, Paris, 6-7 novembre 1998.

POIRRIER Philippe, « Les municipalités et les bibliothèques : de l'indifférence à l'appropriation, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », *Intervention à la journée d'études La bibliothèque dans la ville*, dirigée par Guy Saez (CNRS-CERAT) à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), 7 janvier 1998.

POIRRIER Philippe, « La politique culturelle de la ville de Dijon, 1919-1995 », *Intervention à la Journée d'études Recherches récentes sur le milieu urbain en Bourgogne (UMR-CNRS 5605)*, dirigée par Alain Saint-Denis (Université de Bourgogne), 16 janvier 1998.

POIRRIER Philippe, « Politique culturelle et appropriation des mouvements sociaux sous la V<sup>e</sup> République », *Intervention au colloque La gauche, le pouvoir et les mouvements sociaux sous la V<sup>e</sup> République*, dirigé par Serge Wolikow (Université de Bourgogne), 13 mai 1998.

POIRRIER Philippe, « Jean Vilar et les Rencontres d'Avignon », *Intervention à la table ronde Les Rencontres d'Avignon*. Maison Jean Vilar (Avignon), 18 juillet 1998.

POIRRIER Philippe, « Liberté de la presse en République, 1881-1998 », *Intervention à la table ronde Liberté de la presse, liberté d'expression*, Collectif pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration des Droits de l'homme, Dijon, 24 novembre 1998.

POIRRIER Philippe, « Histoire des politiques et institutions culturelles », *Intervention à la journée d'études sur l'histoire culturelle*, Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche, 28 novembre 1998.

POIRRIER Philippe, « Les pratiques culturelles en France, 1965-1975 », *Intervention au colloque Culture et action chez Georges Pompidou*, Association Georges Pompidou, 3 décembre 1998.

RALLE Michel, « De la Jamancia aux premières crises du XX<sup>e</sup> : où les ouvriers espagnols

sont-ils en fête? », Colloque *Sociabilités, fêtes et politiques dans l'Espagne contemporaine* ; Université de Paris VIII/Colegio de España, 28 janvier 1998

RALLE Michel, « Le mouvement ouvrier espagnol et la crise cubaine », Colloque *Crise espagnole et fin de siècle en Méditerranée*, Casa de Velazque, Madrid, 23-25 novembre 1998.

RALLE Michel, « Socialistes et anarchistes devant la Guerre de Cuba », Colloque *1898 : entre littérature et histoire*, Université de Paris X-Nanterre, 27-28 mars 1998.

RALLE Michel, « La formation du syndicalisme espagnol », Colloque *Le syndicalisme espagnol*, Institut d'Histoire sociale (Montreuil), 2 et 3 décembre 1998.

RALLE Michel, « Secours mutuel et syndicalisme en Espagne. De la 1<sup>ère</sup> Internationale au syndicalisme de masse », Séminaire de post-graduation *Le travail. Histoire et sociologie*, Département de sociologie de l'Université de Campinas (Unicamp-São Paulo), 3 septembre 1998.

RALLE Michel, « L'anarcho-syndicalisme espagnol. Le poids du débat politique (1902-1923) », Séminaire de post-graduation *Histoire du syndicalisme*, Centre de recherches en sociologie, Universidade do Estado de São Paulo (UNESP), Campus de Araraquara, 17-20 août 1998.

UBBIALI Georges, « Le statut des permanents syndicaux dans la CGT au tournant du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », Colloque *Autour de la sociologie historique. Épistémologie, méthodes et expériences*, Institut de recherches interdisciplinaires, Université de Lausanne, 17 et 18 décembre 1998.

UBBIALI Georges, « Expertise et identité syndicale », Colloque *Le chercheur en sciences sociales et le syndicaliste : quelles coopérations ?* Institut d'Études Sociales, Université de Grenoble II, 17-18 septembre 1998.

UBBIALI Georges, « Quoi de neuf sur le syndicalisme ? » Séminaire du groupe Travail, Laboratoire de sociologie et d'anthropologie, Université de Franche-Comté, avril 1998.

VIGREUX Jean, « Le PCF en 1968 », Intervention au colloque *La gauche, le pouvoir et les mouvements sociaux sous la V<sup>e</sup> République*, dirigé par Serge Wolikow (Université de Bourgogne), 13 mai 1998.

VIGREUX Jean, « Le PCF à la campagne : un parti ouvrier aux champs », colloque *La diffusion des idées progressistes dans le monde rural contemporain*, organisé par l'Association pour le développement de l'enseignement supérieur dans l'Indre, 16 mai 1998.

VIGREUX Jean, « Pour une histoire des dirigeants communistes au cours des années 60 », Institut d'histoire du temps présent (IHTP), 20 mai 1998.

VIGREUX Jean, « Le comité d'entente socialiste-communiste », colloque *Le parti*

*socialiste dans la société française, de la Libération à la Guerre froide, 1944-1948*, organisé par l'OURS, le CRHMSS (Paris I) et le Centre d'Histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> Siècle (FNSP), 23 octobre 1998.

VIGREUX Jean, « Historiographie du PCF », *séminaire de l'IHC sur l'Histoire du communisme*, dirigé par Serge Wolikow, 17 décembre 1997.

VIGREUX Jean, « L'histoire de la ville au sein de l'IHC », Journée d'études organisée par Alain Saint Denis sur *L'histoire urbaine en Bourgogne*, UMR-CNRS 5605, 12 février 1998.

VIGREUX Jean, « Le PCF et les campagnes, 1920-1964 », Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale (UMR 5599), sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Lyon, 23 février 1998.

VIGREUX Jean et AGOSTI Aldo, « Spécificité de la biographie du dirigeant communiste ? À partir de deux études de cas : Palmiro Togliatti et Waldeck Rochet », Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme URA 1738, *Territoires et militants communistes : approches plurielles et comparées*, 25 avril 1998.

VIGREUX Jean, « L'engagement révolutionnaire des paysans français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », séminaire du DEA *Ordre et désordre*, dirigé par Serge Wolikow, 25 novembre 1998.

VIGREUX Jean, « Mai 68 : histoire et mémoire », *Conférence à l'antenne universitaire de Nîmes*, 5 juin 1998.

VIGREUX Jean, « L'histoire de l'agglomération dijonnaise », Conférence à Chenôve dans le cadre d'un séminaire sur l'histoire des villes, 15 octobre 1998.

VIGREUX Jean, « Arrivée au pouvoir d'Hitler et origines du nazisme », conférence tenue à Kaisersberg le 19 octobre 1998 dans le cadre d'un séminaire organisé par l'IFOREP et la Fondation pour la Mémoire, Buchenwald-Dora, 19 octobre 1998.

WOLIKOW Serge, « La loi du 27 décembre 1892 en débat. Un siècle de pratiques de régulation des conflits collectifs du travail », Colloque *Républicains, État républicain, quelles propositions de paix sociale ?*, Centre universitaire Condorcet, 25 septembre 1998.

WOLIKOW Serge, Atelier Marxisme et histoire, Colloque *Marx*, Université de Paris X-Nanterre, 1er octobre 1998.

WOLIKOW Serge, Le Front populaire et l'orientation scolaire, 16 novembre 1998.

WOLIKOW Serge, La numérisation des archives du Komintern concernant la France. Réunion de l'Incomka, Dijon, 10 et 11 décembre 1998.

WOLIKOW Serge, Les groupes dirigeants du Komintern, Séminaire, Paris I, 12 décembre 1998.

## ACTIVITÉS D'ADIAMOS

Après avoir réalisé plusieurs expositions (Front populaire, Femmes, Mai 68), ADIAMOS a recentré cette année son activité sur les archives. Le travail de classement se poursuit ; dorénavant le fonds Odette Jarlaud est entièrement inventorié grâce au dépouillement exhaustif d'Anne Goirand-Hohl ; le fonds de l'UR-CFDT est en cours de classement par Stéphane Paquelin ; celui du PSU de Saône-et-Loire par Jean Vigreux.

D'autres fonds arrivent à ADIAMOS : l'association vient de d'intégrer dans son fonds par convention avec Hélène Brun, les cahiers de prison de son père François Billoux ; les archives de l'UGED-UNEF, au cours des années 1980, viennent compléter le fonds étudiant qui se composait d'archives des années 60 et de fonds épars de l'AGED-UNEFid. Quelques conventions sont en projet, en particulier du côté du syndicalisme enseignant.

Grâce à ses fonds d'archives et ses fonds documentaires (revues, périodiques, journaux et ouvrages) ADIAMOS contribue à aider les étudiants et chercheurs ; notons par exemple quelques travaux soutenus cette année à l'université de Bourgogne sur la vie politique et sociale dans la région [voir la rubrique de ce bulletin sur les mémoires de maîtrise]. Les recherches biographiques dans le cadre de l'enquête prosopographique du Maitron se poursuivent également.

ADIAMOS a co-organisé avec l'IHC une journée d'études sur Lucien Hérard, dont les actes seront publiés récemment par nos soins dans les *Cahiers d'ADIAMOS* n° 2. Cette nouvelle publication est récente. Le premier numéro, sorti au printemps 1999, est consacré à *L'engagement syndical en question* ; chacun des articles proposés présente une facette de l'engagement syndical au prisme des tensions internes et externes qui marquent les organisations et les militants tout au long du siècle. *La part des militants* est traitée par Vincent Chambarlhac qui fait une analyse des motivations de l'engagement chez les intellectuels syndicalistes révolutionnaires. Elle est présente chez Thierry Hohl qui examine le cas de militants socialistes confrontés à leur choix syndical (au sein du SNI de l'Yonne) au moment de la guerre d'Algérie. *La part des organisations* est au cœur des préoccupations de Stéphane Paquelin dont l'enquête porte sur les tensions internes à la CGT au cours de la campagne présidentielle de 1981. Aude Saldana s'intéresse, quant à elle, aux rapports entre les unions départementales CGT et CFDT de 1968 jusqu'aux débuts des années 1970 en Côte-d'Or.

Dans le cadre de cette activité de médiatisation du savoir, ADIAMOS continue à animer des débats et conférences, aussi bien avec le cinéma Eldorado (soirée-débat autour du film de Yamina Benguigui, *Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin* ; soirée-débat

autour du film de Jean-Pierre Ameris, *Le bateau de mariage*) et avec la FNAC dans le cadre de son forum (débat sur les 35 h. animé par Georges Ubbiali).

**JEAN VIGREUX**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

Renseignements pratiques :

ADIAMOS – 19, rue Maxime Guillot à Chenôve, Bus n° 5.

Tel : 03.80.51.93.73.

La Bibliothèque est ouverte l'après-midi de 13 h. à 18 h. (mardi, mercredi et jeudi). Pour bénéficier des services de la bibliothèque il faut s'inscrire sur place et s'acquitter d'un montant de 30 F. pour obtenir une carte de lecteur. Les étudiants en cycle de recherche doivent adhérer à ADIAMOS pour bénéficier des fonds documentaires. L'utilisation de ces archives ne pourra se faire qu'après un avis favorable du (ou des) donateur(s), du Conseil scientifique d'ADIAMOS (présidé par Serge Wolikow) et des instances dirigeantes de l'association. Toute la documentation qui concerne les individus est soumise aux réglementations appliquées dans les centres publics d'archives à propos de la vie privée.

## LES SYNDICALISMES EN EUROPE

## SECONDE PARTIE DU CYCLE DE SÉMINAIRES (1998-1999)

L'IHS-CGT et l'IHC organisent conjointement depuis 1997 des séminaires sur les syndicalismes en Europe, avec la participation de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales (IRES) et avec le soutien de la Communauté européenne.

Deux séminaires avaient déjà eu lieu au cours de l'année 1997 : le premier sur le syndicalisme anglais (les 18 et 19 novembre 1997), le second sur le syndicalisme allemand (les 16 et 17 décembre 1997)<sup>1</sup>. Nous avons donc poursuivi en traitant des syndicalismes en Espagne (les 2 et 3 décembre 1998) et en Italie (les 18 et 19 mars 1999). Ces séminaires s'inscrivaient dans un projet de formation sur l'histoire (et l'actualité) des syndicalismes européens. À travers ces séminaires, notre ambition était d'apporter aux responsables syndicaux français des connaissances indispensables à une coopération syndicale internationale, en particulier à ceux dont les fonctions les appellent à rencontrer d'autres partenaires européens, par le biais de monographies.

La conscience de la diversité des pratiques syndicales européennes inhérentes aux différentes cultures nationales a conduit l'IHS-CGT et l'IHC à privilégier une approche historique. Il s'agissait, dans une perspective comparative, d'aborder les structures syndicales, leurs évolutions dans le temps, leurs relations avec les organisations politiques, et avec l'État ainsi que les déterminants économiques et culturels.

Pour chaque session, la participation active d'universitaires et de responsables syndicaux des pays étudiés a permis une coopération internationale et des échanges directs avec nos voisins. Au cours de chaque séminaire, une séance a été consacrée à l'actualité et alimentée par l'intervention des sociologues. Ces séminaires ont été animés par Adriana Buffardi, présidente de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES Italie) et membre du Comité directeur de la CGIL ; Catherine Vincent, sociologue à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES France) ; Jose Babiano, directeur des Archives de l'Histoire du Travail à la Fundación 1er de Mayo (Madrid), professeur à l'École des relations du travail à l'université de Madrid ; Angelo Gennari, directeur du Bureau d'études et de recherches de la CISL, membre du Comité exécutif et du Conseil général de la CISL ; Bruno Groppo, chercheur au CNRS ; Jacques Maurice, professeur émérite de l'université Paris X-Nanterre ; Adolfo Pepe, professeur d'histoire européenne à la Faculté des sciences politiques de l'université de Teramo, secrétaire de la Fondation G. Di Vittorio ; Gabriel Pere, professeur d'histoire contemporaine à l'université autonome de Barcelone, directeur du département d'histoire

1. S. WOLIKOW [dir.], *Les syndicalismes en Europe. Grande-Bretagne, Allemagne*, Paris-Dijon, Institut CGT d'histoire sociale-IHC, 1998, 136 p.

moderne et contemporaine, membre du Conseil de rédaction de « Historia Social » ; Michel Ralle, professeur de civilisation espagnole à l'université de Paris IV-Sorbonne ; Udo Rehfeldt, chargé de recherche à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES France), animateur du séminaire international de l'IRES.

Ont assisté aux séminaires des membres des comités de groupes européens, des responsables des secteurs internationaux (de la confédération et des fédérations) ainsi que des syndicalistes issus de diverses fédérations. Comme pour les premiers séminaires, une publication reprenant les contributions a été publiée par l'Université de Bourgogne <sup>1</sup>.

Grâce à ces séminaires, des contacts se sont noués, notamment avec la Fondation du 1er Mai avec laquelle l'IHS participe à un projet d'édition d'un guide des sources de l'immigration (dans le cadre du programme Raphaël). Par ailleurs, l'Institut d'histoire contemporaine de Dijon envisage la mise en place d'un séminaire de DEA sur le syndicalisme, projet auquel serait associé l'IHS.

Enfin, forts de ces premières expériences, nous préparons dès maintenant, la tenue d'un colloque international sur *Les syndicalismes en Europe* pour l'automne 2000. Y seront invitées toutes les centrales de la CES. Ce colloque aurait lieu à Dijon, sur trois jours et traiterait de questions transversales. Cette prochaine initiative sera à la fois un stimulant pour la recherche, un lieu de formation et de contacts entre responsables syndicaux et universitaires européens.

**TANIA RÉGIN**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**

---

1. S. WOLIKOW [dir.], *Les syndicalismes en Europe. Espagne, Italie*, Paris-Dijon, Institut CGT d'histoire sociale-IHC, 1999, 208 p.

**JOURNÉE D'ÉTUDES :**  
**L'ENGAGEMENT À L'ÉCHELLE D'UNE VIE.**  
**LUCIEN HÉRARD, DU SYNDICALISTE ENSEIGNANT**  
**AU MÉDIATEUR CULTUREL**

Le 19 mai 1999, l'Institut d'histoire contemporaine a organisé, en collaboration avec l'association ADIAMOS, une journée d'études consacrée à l'engagement militant à partir de la figure de Lucien Hérard (1898-1993). Cette journée d'études clôturait le séminaire de DEA « Les chemins de la critique sociale et politique : les engagements ». L'itinéraire de Lucien Hérard, militant révolutionnaire dans l'entre-deux-guerre, puis notable culturel au lendemain de la Libération, permettait d'interroger à partir d'une entrée biographique, les modalités et les mutations de l'engagement à l'échelle d'une vie.

Claude Cuenot évoque les premières années de militantisme de Lucien Hérard au sein de la région centre-est du parti communiste, puis sa rupture avec le mouvement communiste. Si le jeune instituteur s'investit surtout dans le combat syndical (CGTU), il s'implique aussi dans la rédaction de l'hebdomadaire régional du parti communiste. Après son exclusion, Hérard participe à la création de la Fédération communiste indépendante de l'Est qu'il quitte en 1934 pour se rapprocher de la gauche socialiste. Les communications de Philippe Gumplowicz et de Thierry Hohl analysent les « années Gauche Révolutionnaire » de Lucien Hérard. Christian Beuvain examine les rapports qu'entretient Lucien Hérard avec le PCF dans les années trente. Ces trois communications soulignent l'impuissance qui gagne peu à peu le militant ouvrier et lui fait perdre sa foi dans l'action révolutionnaire, voire même dans la simple posture militante. Là se trouve sans doute la clef principale de son retrait du champ politique à la veille de la Seconde Guerre mondiale et son absence au sein d'une Résistance fortement structurée par les communistes.

L'après-45 voit Lucien Hérard reconverter son militantisme dans l'action professionnelle et dans la plume. Maurice Voutey, ancien élève de Lucien Hérard à l'EPS de Dijon, apporte un témoignage sur le charisme d'un professeur qui marqua plusieurs générations d'élèves. Jean-François Bazin évoque l'infatigable journaliste auteur de plusieurs dizaines de milliers d'articles. Le journaliste politique de l'avant-guerre devient un actif défenseur du régionalisme culturel. Vincent Chambarlhac souligne le rôle joué par Hérard dans la diffusion de l'œuvre de Marcel Martinet. Le régionalisme affiché du médiateur culturel est moins un refus de militer qu'une nouvelle forme d'engagement. L'approche par la mémoire offre la possibilité d'examiner les reconstructions à l'œuvre

dans les itinéraires biographiques. Jean Vigreux signale combien, au soir de sa vie, Lucien Hérard renoue avec le militantisme de sa jeunesse. Le film de Mosco lui offre, en 1991, un retour sur son passé. La société culturelle locale, véritable producteur collectif de mémoire, participe aussi à parfaire la figure de Lucien Hérard. Philippe Poirrier montre, que d'honneurs en commémorations, les réseaux académiques locaux parviennent à imposer l'image de l'homme de lettre : le médiateur culturel efface le militant.

Les actes de ces journées d'études seront publiés au cours du premier semestre 2000 sous la forme d'un *Cahier d'ADIAMOS*.

**PHILIPPE POIRRIER**  
**Université de Bourgogne**  
**IHC – UMR-CNRS 5605**